

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Des contractions du PIB réel de 6,0 % au Québec et de 5,5 % au Canada sont attendues en 2020. Le recul de l'activité économique devrait être légèrement plus accentué au Québec, car les mesures sanitaires y ont été plus fermes.

- Les perspectives économiques actuelles sont plus optimistes que celles du *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021* publié en juin, alors qu'un repli du PIB réel de 6,5 % au Québec et de 6,1 % au Canada était attendu.

Le Québec n'a pas été épargné par la pandémie. Dans le but de contrer ces effets, les autorités ont rapidement mis en place des mesures sans précédent pour stabiliser l'économie et pour permettre aux ménages et aux entreprises de traverser cette période de turbulences économiques.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021
Produit intérieur brut réel	2,6	-6,0	5,0
Exportations	1,7	-8,9	5,9
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,6
Mises en chantier (en milliers d'unités)	48,0	52,5	44,8
Création d'emplois (en milliers)	77,7	-222,6	154,1
Taux de chômage	5,1	9,3	7,8
Marchés financiers canadiens			
Taux cible du financement à un jour	1,8	0,5	0,3
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	1,7	0,4	0,2
Obligations du Canada – 10 ans	1,6	0,7	0,9
Dollar canadien (en cents américains)	75,6	74,3	76,1

LA SITUATION BUDGÉTAIRE AU QUÉBEC

Le cadre financier présente un solde budgétaire, au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, de 32 millions de dollars en 2019-2020. Le déficit budgétaire prévu en 2020-2021 s'établit à 15 milliards de dollars, ou encore à 3 milliards de dollars après utilisation de la réserve de stabilisation. Des provisions pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance de 4 milliards de dollars en 2020-2021, de 3 milliards de dollars en 2021-2022 et de 1 milliard de dollars en 2022-2023 sont incluses dans le cadre financier.

Les revenus atteignent 118,7 milliards de dollars en 2020-2021, avec une croissance de 1,5 %. La croissance prévue jusqu'en 2022-2023 est de 2,1 % en moyenne par année. Les dépenses s'élèvent à 127,1 milliards de dollars en 2020-2021, avec une croissance de 12,2 %. La croissance prévue jusqu'en 2022-2023 est de 4,6 % en moyenne par année.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2019-2020 À 2022-2023

(en millions de dollars)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TCAM ⁽¹⁾
Revenus autonomes	91 744	88 437	94 477	98 709	
Variation en %	0,1	-3,6	6,8	4,5	1,9
Transferts fédéraux	25 228	30 296	26 639	25 772	
Variation en %	9,1	20,1	-12,1	-3,3	2,8
Total des revenus	116 972	118 733	121 116	124 481	
Variation en %	1,9	1,5	2,0	2,8	2,1
Dépenses de portefeuilles	-105 621	-119 507	-114 576	-117 959	
Variation en %	8,1	13,1	-4,1	3,0	4,8
Service de la dette	-7 676	-7 573	-8 806	-9 303	
Variation en %	-12,0	-1,3	16,3	5,6	1,6
Total des dépenses	-113 297	-127 080	-123 382	-127 262	
Variation en %	6,4	12,2	-2,9	3,1	4,6
Pertes estimées sur investissement dans la CSeries	-1 037	—	—	—	
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	—	-4 000	-3 000	-1 000	
SURPLUS (DÉFICIT)	2 638	-12 347	-5 266	-3 781	
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE					
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 606	-2 653	-2 984	-3 219	
SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION	32	-15 000	-8 250	-7 000	
Utilisation de la réserve de stabilisation	—	12 009	—	—	
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	32	-2 991	-8 250	-7 000	

(1) Il s'agit du taux de croissance annuel moyen de 2019-2020 à 2022-2023.

(2) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, après utilisation de la réserve de stabilisation.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2020, la dette brute s'établissait à 198,8 milliards de dollars, soit 43,3 % du PIB. Une remontée du ratio de la dette brute au PIB à 50,5 % est prévue au 31 mars 2021. Le poids de la dette brute s'établira à 50,0 % du PIB au 31 mars 2022, puis à 49,9 % du PIB au 31 mars 2023.

- La Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations prévoit que pour l'année financière 2025-2026, la dette brute ne pourra excéder 45 % du PIB alors que la dette représentant les déficits cumulés ne pourra excéder 17 % du PIB. Compte tenu de l'augmentation importante de la dette en 2020-2021, les cibles seront difficilement atteintes.

En 2020-2021, les versements au Fonds des générations seront maintenus et s'établiront à 2,7 milliards de dollars.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2020-2021 À 2022-2023

(en millions de dollars)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023
FONDS GÉNÉRAL			
Besoins financiers nets	28 045	18 735	17 558
Remboursements d'emprunts	10 287	16 547	14 229
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	—	—	—
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-7 988	—	—
Variation de l'encaisse	—	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) ⁽¹⁾	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽²⁾	2 137	—	—
TOTAL	32 481	35 282	31 787

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(2) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite notamment des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

Pour l'année 2020-2021, le programme de financement s'établit à 32,5 milliards de dollars, soit 0,4 milliard de dollars de plus que prévu dans le *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021*. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des transactions en vertu de la politique de crédit. Alors que la moyenne des dix dernières années s'établit à 21 %, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant pour l'année 2020-2021, 42 % de ses emprunts sur les marchés étrangers :

- 4,75 milliards de dollars américains (6,4 milliards de dollars canadiens);
- 3,85 milliards d'euros (6,0 milliards de dollars canadiens).

À ce jour, environ 70 % des emprunts réalisés en 2020-2021 avaient une échéance de 10 ans et plus.

Au 31 mars 2020, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à environ 11 ans.

Cinq émissions, totalisant 2,8 milliards de dollars, ont eu lieu depuis le lancement du programme d'obligations vertes.

COTES DE CRÉDIT

La cote de crédit du Québec est évaluée par six agences de notation. En 2020, ces six agences de notation ont confirmé la cote de crédit du Québec et lui ont attribué une perspective stable.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable
Moody's	Aa2	Stable
Fitch Ratings	AA-	Stable
DBRS Morningstar	AA (low)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable
China Chengxin International (CCXI) ⁽¹⁾	AAA	Stable

Note : Il s'agit des cotes de crédit du Québec au 29 octobre 2020.

(1) Il s'agit de la cote de crédit pour l'émission d'obligations sur le marché chinois.

